ASSEMBLÉE NATIONALE

17 novembre 2021

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE
LOCALE - (N° 4406)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL523

présenté par
Mme Florennes, Mme Poueyto et M. Waserman

ARTICLE 73 TER

Après le mot :

« code »,

supprimer la fin de la première phrase de l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article répond à une attente prioritaire des élus locaux en clarifiant et en sécurisant le statut de l'élu représentant de sa collectivité territoriale dans les organes de gouvernance d'une personne morale de droit public ou privé.

Cet amendement vise à sécuriser le dispositif de protection des élus posé par le texte. Il reprend la proposition formulée par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, dans son rapport d'activité 2020, de ne pas retenir la notion trop imprécise d'« aide » parmi les exceptions au principe général de protection.

Cet amendement a été élaboré avec la Fédération des EPL.